



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de la
Corrèze**

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et
Environnement
Cité administrative Jean Montalat
BP.314
19011 Tulle

Tulle, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUGAL YANNICK

Le château
19270 Saint-Pardoux-l'Ortigier

Références : DDETSP19202501572
Code AIOT : 0003104484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement DUGAL YANNICK implanté Le château 19270 Saint-Pardoux-l'Ortigier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'insère dans le cadre d'un contrôle au titre du comité opérationnel départemental anti-fraude de la Corrèze, sollicité par la MSA. Les services santé, protection animale et installations classées pour la protection de l'environnement sont associés au regard de l'activité déclarée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUGAL YANNICK
- Le château 19270 Saint-Pardoux-l'Ortigier
- Code AIOT : 0003104484
- Régime : Déclaration

Monsieur Yannick DUGAL est un détenteur et un éleveur canin multi-races. Il est soumis au régime des installations classées depuis sa demande du 8 mai 2006, pour un élevage de 49 chiens maximum. Cette demande a engendré la production d'un arrêté d'autorisation en date du 30 novembre 2006 aménageant une prescription applicable à savoir la distance d'implantation à un point d'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régime	Arrêté Ministériel du	Mise en demeure, respect de	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	applicable de la déclaration	08/12/2006, article 1er	prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	
2	Modifications	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.2.	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas effectué les démarches afin de porter à la connaissance de l'administration l'augmentation notable et substantielle de son cheptel. Et de ce fait aucune procédure d'enregistrement n'a été déposée. Aujourd'hui la mise en conformité est de rigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régime applicable de la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'animaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 (établissements d'élevage, vente, transit,... de chiens) sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, il a été recensé 83 chiens âgés de plus de 4 mois, sur le site détenu par Monsieur Yannick DUGAL. De ce fait le détenteur ne respecte pas la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, car aucun dépôt de dossier d'enregistrement n'a été transmis à l'administration.</p> <p>Une mise en demeure de se régulariser est proposée avec 2 voies de régularisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit déposer un dossier complet et régulier d'enregistrement - Soit réduire le volume de chiens en dessous de 50 chiens adultes de plus de 4 mois. <p>Le détenteur doit sous 15 jours, informer l'inspection du choix effectué.</p> <p>Ainsi en fonction du choix les délais suivants lui seront applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 mois pour déposer un dossier d'enregistrement complet et régulier - 6 mois pour réduire le volume de chiens et ainsi revenir sous le seuil déclaratif de 49 chiens adultes (de plus de 4 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.2.
Thème(s) : Situation administrative, Modification non-déclarée
Prescription contrôlée : <i>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.</i>
Constats : Le 30 novembre 2006 un arrêté autorisant Monsieur DUGAL à exercer son activité canine avec un aménagement de prescription applicable a été acté. Celui-ci encadrait l'activité pour un volume de 49 chiens âgés de plus de 4 mois maximum. Aussi la visite réalisée le 18 juin 2025 a mis en exergue la présence de 83 chiens âgés de plus de 4 mois. Aucune modification n'a été portée à la connaissance de monsieur le Préfet ou de l'inspection des installations classées. Cette absence de modification entraîne la régularisation imposée par le constat n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 15 jours